

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sur les relations franco-britanniques, à la Base aérienne de Brize-Norton le 31 janvier 2014.

DAVID CAMERON : « Bonjour, bienvenue à tous. Nous avons eu des discussions excellentes ce matin, je pense que nous avons parlé de tout à part de rugby, mais je suis sûr que ce sera un match excellent.

Je suis heureux que nous nous réunissions ici, à l'ombre de ce merveilleux avion qui résume la coopération franco-britannique, l'A330, la coque faite à Toulouse, le train d'atterrissage en Angleterre, et donc un mélange franco-britannique.

Bienvenue François, cette base aérienne est un merveilleux exemple de la coopération étroite entre nos deux pays. Il y a 70 ans, les escadrons 296 et 297 sont allés capturer des ponts avant le débarquement. Aujourd'hui, nos troupes britanniques sont là pour fournir un soutien stratégique aux forces françaises en Centrafrique et autres.

Notre partenariat est de plus en plus important, nous sommes deux dirigeants qui avons la volonté de garder nos citoyens, de les maintenir en sécurité et c'est l'axe de nos discussions aujourd'hui. D'abord au niveau de la sécurité et de la défense, nous sommes deux pays de taille semblable avec des forces armées de taille à peu près semblable, et nous voyons le lien entre notre opération et le fait d'être des acteurs internationaux actifs. Nous savons que si nous coopérons dans ce domaine, nos forces armées profiteront d'un meilleur équipement et nos finances iront plus loin et nous pourrons avoir un impact international encore plus important. Nous avons donc convenu de faire des progrès importants par rapport au traité de Lancaster House. Nous allons investir 122 millions de livres sterling dans la phase de faisabilité pour un véhicule de combat sans pilote. Et nous allons également agir et travailler sur un véhicule de lutte contre les mines maritimes. Nous allons donc partager notre expérience par rapport à d'autres véhicules sans pilote. Le président a également convenu que nous pourrions tester les VBCI, ce qui nous permettra d'allier nos forces le cas échéant dans le domaine terrestre.

Nous partageons des politiques internationales, nous partageons le soutien et nous applaudissons le soutien que la France fournit à la Centrafrique, la République centrafricaine et d'autres pays. Aujourd'hui, j'ai ouvert un soutien supplémentaire dans le domaine du ravitaillement en vol pour appuyer ces activités et ces interventions. Nous pensons que la communauté internationale devrait faire davantage pour appuyer les pays d'Afrique et nous travaillons avec eux pour former la police et les forces armées de ces pays.

En Syrie, nous essayons de trouver une solution diplomatique au conflit de ce pays, nous sommes très préoccupés, touchés, par la souffrance des habitants en Syrie. Nous devons faire davantage pour que l'aide arrive, en particulier, aux civils touchés dans les zones sensibles. Nous sommes également préoccupés par la menace terroriste dans nos pays et nous avons convenu de

travailler ensemble pour faire face au risque sécuritaire présenté par les citoyens britanniques et français qui vont combattre en Syrie et qui, ensuite, reviennent dans nos pays.

Nous demandons également au Président ukrainien d'agir pour remettre la situation sur la bonne voie. Pour nous, c'est une priorité très importante.

Nous essayons aussi de garantir la reprise économique. Nous avons pris des décisions à long terme. Je pense que le plan annoncé récemment par le président, qui est de réduire l'impôt sur les sociétés, va encourager la création d'emplois.

En tant que partenaires commerciaux et avec énormément d'investissements britanniques faits en France, ces réformes seront bonnes pour nous aussi.

Nous avons également discuté pour voir comment les consommateurs et les entreprises pourraient profiter d'une énergie moins chère, et nous tenons à développer une coopération dans le domaine nucléaire, suite au plan d'EDF de construire une nouvelle centrale de nouvelle génération à Hinkley Point, au Royaume-Uni, dans le Somerset.

Nous nous réjouissons à l'idée d'avoir un nouveau partenariat pour améliorer les capacités et les opportunités pour les PME dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Nous aurons également un renforcement de la coopération entre nos instituts de recherche dans ce domaine aussi.

Finalement, nous avons convenu d'une excellente collaboration dans le domaine nucléaire, une nouvelle collaboration dans le domaine spatial, des investissements de 15 millions de livres sterling pour ouvrir la voie de la recherche spatiale, télécommunications et autres.

Ça a été une excellente séance et je me réjouis à l'idée de poursuivre nos discussions pendant le déjeuner. Nous allons discuter de la façon de réformer l'Union européenne pour qu'elle réponde mieux aux besoins de nos citoyens.

Merci beaucoup d'être venu François, et je me réjouis à l'idée de travailler encore avec vous.»

LE PRESIDENT : « Mesdames et messieurs, je remercie David pour l'accueil exceptionnel qu'il nous a réservé dans un endroit lui-même exceptionnel, parce que c'est sur une base que nous nous retrouvons et c'est un symbole.

D'abord le symbole de la solidarité entre le Royaume-Uni et la France, puisque c'est de cette base que sont partis les avions qui ont ravitaillé les nôtres lors de l'opération au Mali, et encore de cette base que partent un certain nombre d'avions qui nous permettent d'assurer la logistique en Centrafrique.

C'est aussi un symbole parce qu'il y a un lien très profond, très ancien David l'a rappelé qui en matière de défense, rapproche le Royaume Uni et la France.

Nous avons construit étape après étape une vraie coopération en matière de défense, qui aujourd'hui prend une forme nouvelle puisqu'après le traité de Lancaster House, nous lui donnons une traduction concrète, très importante. A été signé ici un accord qui est plus qu'un accord d'attention, qui est un accord pour lancer des études sur ce qu'on appelle le futur avion de combat sans pilote, pour celles et ceux qui ne sont pas spécialistes des drones de combat, et qui ont vocation à se substituer aux avions qui sont aujourd'hui fabriqués dans nos pays respectifs. C'est un accord très important parce qu'il préfigure ce que pourra être une Europe de la défense, à la condition qu'il y ait justement des choix industriels. Cet avion de combat sans pilote sera l'un des plus modernes et il a vocation aussi à être porté bien au-delà de l'Europe.

Nous avons également confirmé un autre accord sur les missiles dits antinavires légers, et c'était un choix que j'avais fait pour bien montrer que la France quand elle donnait sa parole la tenait.

Nous avons aussi évoqué, avec le Premier ministre et les ministres concernés, d'autres matériels que nous pourrions acheter ou dont nous pourrions disposer et qui correspondent à nos besoins : ces watchkeepers, pour d'autres formes de drones qui intéressent la France, et le véhicule blindé, le VBCL, qui intéresse le Royaume Uni.

C'est dire la hauteur de notre relation sur le plan de la Défense.

Pourquoi d'ailleurs cette coopération ? David l'a rappelé : nous sommes deux grands pays avec des responsabilités à l'échelle du monde. Le Royaume Uni et la France siègent comme membres permanents du Conseil de Sécurité. Notre effort de défense, malgré toutes les difficultés budgétaires a été maintenu et nous avons vocation à prendre des décisions qui concernent la

budgetaires, à ses mandats et nous avons vocation à prendre des décisions qui concernent la paix et la sécurité partout dans le monde. Nous sommes dans le même système d'alliance et nous avons aussi notre autonomie, et donc il est très important que deux grandes nations européennes puissent se retrouver dans des choix qui intéressent la défense. Et je veux évoquer d'un mot aussi ce que nous faisons sur le nucléaire militaire.

Nous avons également puisque je parle du nucléaire confirmé un accord industriel qui est majeur, qui va permettre à EDF avec ses partenaires britanniques de réaliser 2 réacteurs nucléaires, peut-être 4 à l'avenir. C'est un contrat de 16 milliards de livres - je parle ici en livres, et pas encore en euros pour ne pas gêner David - qui va concerner des milliers d'emplois, en Grande Bretagne et en France. Et surtout qui montre bien là aussi la confiance que nous nous accordons mutuellement, puisque nous sommes sur une technologie qui appelle de la sûreté. Cet accord va être suivi d'autres, puisque des sous-traitants français et britanniques vont se retrouver pour construire une filière nucléaire ici, au Royaume Uni et en lien avec la France. »

Il y a eu un 3ème accord très important qui a été également signé ce matin, qui concerne le spatial, les satellites, et dans deux domaines qui nous concernent tous d'une façon ou d'une autre : la prévision météo qui, me dit-on, va passer de 3 à 5 jours, il n'y aura plus aucune excuse pour prévenir un certain nombre d'intempéries et aussi pour surveiller l'eau sur les terres émergées. Et là aussi, c'est pour la protection de l'environnement tout à fait décisif.

Et puisque je parle d'environnement, nous avons également partagé David et moi-même ainsi que les ministres responsables la préparation de la Conférence sur le climat, qui sera précédée d'une rencontre au mois de mars à l'occasion du Conseil européen, pour que nous portions les mêmes objectifs tout en ayant la souplesse nécessaire pour les atteindre. Mais nous sommes pour une Europe qui puisse sur l'énergie permettre que chacun puisse avoir sa propre stratégie, mais avec l'objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Je veux aussi évoquer ce que nous faisons ensemble sur un certain nombre de terrains ou de régions, soit sur le plan militaire soit sur le plan diplomatique. Sur le plan militaire, j'ai rappelé le soutien que le Royaume Uni nous avait apporté dans le cadre de l'intervention au Mali, et ce que fait également le Royaume Uni pour former un certain nombre d'armées africaines présentes justement au Mali. Vous savez que j'ai réuni un sommet à Paris avec les chefs d'États africains, il va y avoir également une rencontre entre ces mêmes chefs d'États africains et l'Europe, et je suis sûr que le Royaume Uni nous apportera comme la France le fait d'ailleurs, l'encadrement, l'accompagnement, la formation des militaires africains pour qu'ils puissent constituer cette force d'action rapide indispensable pour la sécurité du continent.

Nous avons aussi parlé de la Centrafrique, je remercie David pour avoir facilité l'adoption de l'opération européenne Et le Royaume Uni y prendra sa part, en sachant que nous avons maintenant une aide humanitaire et donc une aide logistique à organiser, en plus de la sécurité que nous devons assurer dans le cadre d'une opération de maintien de la paix qui maintenant est bien engagée.

Ensuite, j'évoque 2 sujets sur lesquels nous sommes en parfaite concordance et depuis longtemps sur la Syrie. David et moi depuis un an, nous alertons la communauté internationale à chaque occasion, pour dire que ce qui se passe en Syrie est une escalade de plus qui peut mettre en cause la sécurité de l'ensemble de la région et même au-delà, et poser à l'Europe un certain nombre de difficultés que nous vivons aujourd'hui.

Nous faisons en sorte que la conférence de Genève 2 puisse au moins déboucher sur un résultat qui est la reprise du dialogue. Mais nous continuerons autant qu'il est nécessaire la pression pour que tous ceux qui peuvent agir et je pense à l'Iran puissent aboutir à une solution en Syrie.

Chacun y a intérêt et même et je dirais surtout nos amis russes. Chacun y a intérêt parce qu'on voit aussi que les mouvements extrémistes, fondamentalistes jouent avec le régime ou le régime joue avec eux. Et que nous avons en plus David en a parlé des jeunes qui vivent dans nos pays respectifs partent manipulés qu'ils sont dans les zones de conflit.

Tout à l'heure, nous échangeons les chiffres, je ne vais pas révéler de secret, mais c'est à peu près le même niveau, des centaines de jeunes qui sont concernés dans chacun de nos pays. Donc nous allons mettre en place une coopération, là aussi, pour éviter que ces jeunes puissent être

touchés par cette propagande, et en même temps surveiller les allées et venues et agir quand il est encore possible de le faire. C'est une marque de confiance que nous nous accordons parce que nous avons les mêmes intérêts et les mêmes valeurs.

Sur l'Ukraine, nous appelons à une reprise rapide du dialogue, à l'arrêt de toutes les violences et nous alertons le président IANOUKOVTCH qu'il doit, après les gestes qui ont été déjà consentis, faire l'acte qui permettra de trouver la solution. Catherine ASHTON est présente en ce moment en Ukraine et l'Europe aura à se saisir de cette question dans les jours qui viennent en rappelant d'ailleurs qu'elle est toujours disposée à apporter à l'Ukraine la perspective de l'accord d'association.

Je veux terminer par l'économie. Nous menons des politiques qui ne sont pas tout à fait les mêmes mais qui ont le même objectif, la croissance et l'emploi. Si on regarde la situation de nos économies, nous retrouvons à peine aujourd'hui le niveau qui était celui de l'activité d'avant la crise. Nous ne pouvons pas nous en satisfaire. Donc nous sommes conduits à agir, au plan national et au plan européen, pour mettre plus de compétitivité, plus de croissance et c'est aussi notre intérêt parce que nous avons besoin d'une demande extérieure qui soit plus forte en Europe.

Enfin, David a évoqué le 70ème anniversaire du Débarquement. Je rappelle que j'ai invité la Reine à venir pour la date même du Débarquement. Nous allons faire une grande opération internationale qui marquera à la fois le souvenir de ce moment qui a été décisif et douloureux en termes de nombre de victimes et qui doit aussi donner du sens par rapport à ce que nous faisons au plan international aujourd'hui. C'est un rendez-vous très important. Je n'ai pas parlé des rendez-vous sportifs qui nous attendent. Il y en a de très proches, il y en a de plus lointains. Vous savez que le Tour de France va commencer à Leeds £ c'est vous dire si nous sommes présents ici, au Royaume Uni. »

QUESTION : « D'abord, monsieur le Président, est-ce qu'il est réaliste pour le Premier ministre, de changer ou de renégocier les termes du traité fondateur de l'Europe avant 2017 ? Pour monsieur le Premier ministre, comment est-ce que vous pouvez réformer l'Europe et le rôle de la Grande-Bretagne dans son sein si vous n'avez pas les Français de votre côté ? Et finalement une question de ma collègue. Vous avez eu une rébellion des backbenchers, de 80 députés conservateurs hier. Comment est-ce que vous allez vous les rallier ou est-ce que vous espérez que la reprise économique qui est plus rapide ici qu'en France se chargera de cela ? »

LE PRESIDENT : « La première question est pour nous deux. Mais je ne vais pas juger si c'est réaliste ou pas réaliste, je vais vous dire la position de la France. La France, elle souhaite que le Royaume-Uni reste dans l'Union européenne. La France, elle souhaite une Europe plus efficace qui puisse atteindre des objectifs que nous considérons comme essentiels, la croissance, l'emploi, l'énergie et bien sûr, la capacité de porter les technologies de demain et de protéger nos populations. La France, elle souhaite que la zone euro puisse être davantage coordonnée, intégrée. S'il y a des modifications de texte, elles ne nous paraissent pas aujourd'hui dans l'ordre l'urgence. Pour nous, la révision des traités n'est pas la priorité. »

DAVID CAMERON : « Je vais prendre votre deuxième point en premier. Les événements d'hier à la Chambre des Communes, ce qui s'est passé hier, c'est le projet de loi sur l'immigration et les gens avaient prévu qu'il rencontrerait beaucoup de remous. En fait, il est passé par la Chambre des Communes de la façon dont je le voulais et c'est un projet de loi très important parce que pour veiller à ce que les personnes qui sont ici illégalement n'aient pas accès automatiquement, gratuitement aux services de logements sociaux ou service de santé ou autres prestations sociales et c'est tout à fait juste. Si les gens n'ont pas le droit d'être dans ce pays, ils ne devraient pas recevoir ces prestations.

Au niveau de l'amendement qui a été proposé hier, cet amendement avait des lacunes mais en fait, sous-jacent à cet amendement, c'était l'idée qu'il fallait qu'on soit beaucoup plus dur, plus strict et qu'on devait expulser les criminels étrangers, c'est tout à fait juste £ il nous faut expulser les criminels étrangers, les renvoyer à la frontière, ils n'ont pas le droit d'être chez nous et à l'heure actuelle, je ne pense pas que l'on ait les bonnes dispositions. Donc ce projet de loi

introduit ces dispositions, l'amendement qui a été proposé avait des suggestions supplémentaires, certaines bonnes, certaines moins réalisables. Mais ce qu'on a vu hier, ce que cela a montré, c'est que le Parti conservateur était tout à fait décidé à se débarrasser des criminels étrangers qui n'ont pas le droit d'être ici alors que les autres partis ont pris une attitude différente. Mais ce qui est très important, c'est que ce projet de loi sur l'immigration est passé par les stades initiaux très importants sans problème.

Et au niveau de l'Europe, l'Europe change et a besoin de changer, et l'eurozone a changé, comme l'a dit François, il faut davantage de coordination pour qu'une monnaie unique puisse réussir et c'est pour cela qu'au cours de ces dernières années, il y a déjà eu des changements au traité depuis que je suis Premier ministre, il y en a eu deux de ces changements, et des amendements et d'autres de proposés. Comme l'eurozone doit changer La Grande-Bretagne veut que l'Europe change aussi, des changements pour que l'Europe soit plus compétitive et plus souple pour réussir dans cette course internationale et des changements donc que nous voulons voir et tout comme l'eurozone veut les voir.

Ma position reste la même : nous voulons voir ces changements, nous voulons voir une renégociation. Cette renégociation fera intervenir des éléments de changement au traité et il y aura un référendum en Grande-Bretagne avant la fin 2017 qui sera un référendum complet pour que les gens sachent exactement ce qu'on va réaliser. Je pense que cela va se faire et je pense que cela sera important pour l'Europe et pour la Grande-Bretagne parce que je veux que la Grande-Bretagne puisse voter pour faire partie d'une Union européenne réformée. C'est la stratégie que j'ai présentée l'année dernière et j'ai la volonté de la poursuivre. Je pense qu'on voit déjà des succès de cette stratégie parce que pour la première fois, on voit une réforme du budget européen et pour la première fois, la Grande-Bretagne ne participe plus à l'aide dans certains pays de l'eurozone. Donc il y a eu des changements. »

QUESTION : «Le Royaume-Uni a retrouvé la croissance avec 2% en 2013, un taux de chômage à 7%. Je voulais vous demander si vous pensiez vous inspirer de cette politique pour la France. Monsieur le Premier ministre, beaucoup d'officiels dans votre parti considèrent que la politique de monsieur François HOLLANDE constitue un épouvantail notamment la taxe à 75%. Je voulais vous demander si vous partagiez cette analyse ou s'il y avait aussi des éléments de la politique de François HOLLANDE dont vous souhaitiez vous inspirer. Merci.»

DAVID CAMERON : « En ce qui concerne la politique, j'applaudis les mesures prises par François pour réduire les dépenses et pour utiliser cette force de dépense pour encourager l'emploi et pour aider les entreprises à croître et à s'étendre, c'est la bonne approche à mon avis. Ces choses ne sont jamais faciles à faire, nous devons faire face tous les deux à des situations où il faut prendre des décisions économiques difficiles. Bien sûr, on ne va pas être d'accord sur tout, François, socialiste français, et moi, conservateur britannique, bien sûr, on n'est pas d'accord sur tout mais sur ce point, on est d'accord, il nous faut des réformes structurelles et des changements dans notre économie pour améliorer la croissance, l'emploi et pour donner à nos populations la meilleure possibilité de stabilité avec les meilleurs salaires à fournir à leurs familles. J'applaudis donc les mesures prises par François pour rendre les entreprises françaises plus compétitives. »

LE PRESIDENT : « Chacun peut avoir sa politique et c'est bien légitime, mais nous devons avoir les mêmes objectifs pour que nous puissions avoir les meilleurs résultats. Notre seul objectif, c'est de faire que la croissance soit plus forte, qu'elle ne soit pas simplement un rebond technique après une période de récession, mais que nous ayons la compétitivité, l'innovation, l'investissement qui nous mettent au meilleur niveau dans le monde.

Sur les réformes, nous avons à les mener chacun à notre façon, c'est le sens de ce que j'ai proposé à travers le pacte de responsabilité : mobiliser les acteurs, faire que nous puissions simplifier la vie des entreprises, alléger un certain nombre de leurs coûts, qu'elles fassent aussi des efforts en termes de localisation d'activités, d'investissements, d'emplois. Parce que nous avons ce devoir-là, être maintenant dans une phase de reprise mais pas simplement en attendant qu'elle vienne, en la stimulant, en l'amplifiant. Et plus la croissance sera élevée au Royaume-Uni, meilleur ce sera pour l'Europe et pour la France £ et plus forte sera la croissance en France, meilleur ce sera pour le Royaume-Uni. Je rappelle que nous avons un excédent commercial dans

moment ce sera pour le Royaume-Uni. Se rappelle que nous avons un excédent commercial dans nos échanges entre la France et le Royaume-Uni, un excédent en faveur de la France, il n'y en a pas forcément dans toutes les régions du monde. Donc tout ce que peut faire David est bon pour la France en termes de croissance. »

DAVID CAMERON : « Bien sûr, il y a un petit déficit dans le commerce du vin bien que l'industrie du vin britannique rattrape son retard. Mais je pense que la Grande-Bretagne produit autant de fromages que la France je crois maintenant. En tout cas, c'est un tableau qui change. »

QUESTION : « Monsieur le Premier ministre, est-ce que vous êtes d'accord avec Grant SHAPPS, le président de votre parti qui a dit au Telegraph ce matin que la politique poursuivie, les politiques poursuivies par François HOLLANDE, mènent l'économie française à s'enliser et vous pensez que d'ici à 2017, cela va influencer le vote ? Monsieur le président, est-ce que vous pensez que votre vie privée a fait de la France une plaisanterie à l'étranger ? »

DAVID CAMERON : « Eh bien, au niveau des politiques, quand j'ai parlé de ce que faisait François en France, je pense que prendre des décisions difficiles sur les dépenses et réduire les dépenses pour rendre l'économie plus flexible, c'est une bonne approche. Au niveau des changements de traité, au niveau des changements que veut voir la Grande-Bretagne, eh bien, j'ai déjà répondu à cette question. Nous pensons que les changements de traité non seulement se sont passés pendant les deux, trois dernières années mais il y aura aussi d'autres changements à ce traité dans les années à venir, en partie à cause de ce qui se passe dans l'eurozone.

L'eurozone examine différentes étapes à prendre, le domaine de la coordination, et je pense qu'il faudra pour cela dans certains cas un changement de traité. Et ce que vous devez savoir, au Royaume Uni, c'est que le référendum que je vais organiser - si je suis Premier ministre - aura lieu d'ici avant la fin de 2017, cela ça ne fait aucun doute. Que ce soit un projet de loi des députés qui passe par le Parlement à l'heure actuelle, et ça ne dépendra pas de son succès et de son échec, il y aura un référendum. Et si je veux faire ce référendum, c'est pour montrer très clairement aux Britanniques le choix qui existe entre le fait de rester dans une Union européenne réformée avec des changements très clairs, que je vais voir, et qui bénéficieront à la Grande Bretagne et à l'Europe. Et l'autre option qui est de quitter cette Union. »

LE PRESIDENT : « Le Royaume Uni a parfaitement le droit, la liberté d'organiser un référendum pour savoir quelle va être sa place en Europe, et je respecte parfaitement ce choix. Ensuite, en Europe il y a un débat sur notre propre destin, comment nous organiser. Mais on ne peut pas faire peser sur l'Europe simplement le choix britannique, c'est le débat général qui doit être mené pendant toutes ces années.

Mais vous savez qu'en France, un changement de traité induit aussi des procédures. Lorsque ce sont des changements mineurs nous y parvenons par un vote au Parlement, lorsque ce sont des changements majeurs et c'est arrivé dans le passé - aussi bien pour la monnaie unique avec le traité de Maastricht, qu'avec ce qu'on a appelé le traité constitutionnel européen en 2005, il a fallu passer par le référendum. Donc chacun doit bien mesurer qu'il y a des procédures qui existent et que nous ne pouvons pas simplement nous déterminer par rapport à la position d'un pays, ça doit être par rapport à l'intérêt de l'Europe.

Pour l'autre question que vous m'avez posée, je ne répondrai pas. »

QUESTION : « Monsieur le Président, une question au sujet de la manifestation prévue dimanche, un important dispositif policier est prévu. La semaine dernière, dimanche dernier, dans les rues de Paris, on a entendu des slogans antisémites : « Juif, la France n'est pas à toi ». Est-ce que ce climat vous inquiète, cette semaine on a aussi entendu parler de la théorie, de rumeur sur la théorie des genres, est-ce que ce climat vous inquiète ? Et plus largement, vous aviez promis d'apaiser la société française, est-ce qu'au contraire vous n'avez pas attisé les clivages ? Merci. »

LE PRESIDENT : « Ce serait un paradoxe quand même que de penser que parce qu'il y a des slogans antisémites, parce qu'il y a des attaques indignes, parce qu'il y a des violences de groupes d'ailleurs très minoritaires, ou parce qu'il y a des rumeurs totalement infondées qui sont lancées par des personnes, qui sont justement dans l'utilisation des peurs et la manipulation des esprits, ce serait le Gouvernement qui en porterait la responsabilité. En revanche ce qui est du devoir du Gouvernement, c'est d'assurer la sécurité, c'est de faire en sorte que l'école puisse

garder son caractère laïc et égalitaire, et que tous ceux qui se livrent à des violences puissent être poursuivis.

En revanche, il est légitime que des manifestations puissent se tenir dans les rues de nos villes, parce que c'est une liberté fondamentale. Mais il y a une vigilance à avoir, elle n'est pas simplement celle que je veux prononcer, même si ici je suis au Royaume Uni, parce que ça nous concerne tous. La vigilance c'est par rapport à des mouvements extrémistes, c'est par rapport à des mouvements racistes qui bien sûr n'ont pas de frontières, mais qui essaient de créer un climat. Et même si sur l'Europe, sur son organisation nous pouvons avoir des variations de point de vue entre David et moi, nous avons les mêmes valeurs, les mêmes principes, les mêmes exigences de liberté. Et nous lutterons autant qu'il sera nécessaire contre le racisme, l'antisémitisme et le recours à la violence. »

DAVID CAMERON : « Merci beaucoup. Eh bien, ayant passé du temps dans le plus grand bâtiment de l'Oxfordshire nous allons maintenant aller dans le plus petit bâtiment de l'Oxfordshire qui est un très bon pub, comme ça monsieur le Président et moi-même nous pourrions discuter de ces questions avec plus de détails. »